

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOULINS SOUFFLET SA

7 quai de l'Apport Paris
91100 Corbeil-Essonnes

Références : D2026-0158
Code AIOT : 0006503979

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement MOULINS SOUFFLET SA implanté 7 QUAI DE L'APPORT PARIS 91100 Corbeil-Essonnes. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection visait à contrôler les mesures prises pendant la phase de travaux liée au dossier de porter à connaissance du 31 mars 2025 et relatif à la division d'une des quatre cases du silo plat en 4 cases.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULINS SOUFFLET SA
- 7 QUAI DE L'APPORT PARIS 91100 Corbeil-Essonnes
- Code AIOT : 0006503979
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société Moulins Soufflet exploite sur la commune de Corbeil-Essonnes des installations comprenant un moulin, des silos pour le blé verticaux et silo plat, des silos verticaux pour la farine, des unités de nettoyage des grains, un entrepôt de stockage de sac avec une installation d'ensachage, un atelier d'entretien et de maintenance et des locaux administratifs et techniques (bureaux, laboratoire, fournil).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Travaux – plan de prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
2	Travaux - sous-traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
3	Visite du chantier	AP Complémentaire du 30/07/2020, article Chapitre 1.3	Sans objet
4	Visite des abords	AP Complémentaire du 30/07/2020, article II.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu observer que les travaux étaient suivis avec professionnalisme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux – plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan général de coordination et protection de la santé n°C25218960 du 17/10/2025.</p> <p>Il présente également le plan de prévention des entreprises extérieures.</p> <p>Ce plan n°507PP148-F01 est réalisé pour les 4 entreprises intervenant (Eiffage pour le génie civil maçonnerie VRD, ACR pour les portes, SFL pour la manutention et SERA pour l'électricité et les automatismes). La date de réunion préalable est indiquée pour 3 entreprises. L'exploitant confirme que la société ACR n'est pas encore intervenue pour installer la porte.</p> <p>L'exploitant précise que dans le cadre du phasage de travaux, il a été fait au mieux pour que les entreprises n'interviennent pas en même temps sur les différentes cases.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Travaux - sous-traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Risques accidentels, Sous-traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

L'utilisation d'entreprise sous-traitante est cadrée également dans le plan de prévention présenté. L'exploitant confirme que l'ensemble des personnes intervenantes (y compris l'entreprise sous-traitante) ont signé ce plan de prévention.

Le plan contient un chapitre précisant l'évaluation des risques et les mesures de prévention au regard du phasage des travaux. Pour les travaux par points chauds, il est bien indiqué la nécessité d'un permis de feu.

L'exploitant a présenté le permis feu du 15/01/2026. Ce document retranscrit la visite des installations en amont des travaux, le contrôle du chantier pendant celui-ci, le contrôle en fin de chantier et 2h après le chantier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Visite du chantier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2020, article Chapitre 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Visite du site

Prescription contrôlée :

Pendant la phase travaux, les mesures suivantes sont prévues :

- vidange et nettoyage de la case concernée,
- condamnation des transporteurs (d'ensilage et de reprise),
- mise en place d'une bâche verticale au droit du mur de séparation avec les cases voisines pour éviter l'intrusion de poussières et de pigeons,
- Barrières, panneautage, balisage de chantier,

Constats :

Les éléments suivants ont été constatés :

- la case visitée est vide de tout produit et propre. Les trous de la galerie de reprise ont été bouchés à l'aide d'une plaque métallique. L'exploitant indique que ces plaques ont été mises en place pour permettre au prestataire d'installer le mur en sécurité (risque de chute et/ou de blessure) mais seront bien retirées. Il indique que des nouvelles galeries de

<p>reprises ont été mises en place dans la case située en face,</p> <ul style="list-style-type: none"> • une bâche verticale au droit du mur de séparation avec la case 102 est présente. L'exploitant indique que la bâche a dû être un peu ouverte dans le cadre des travaux au niveau des transporteurs, • il y a 6 fils liés à la thermométrie dans la case, • il n'y a pas de balisage. Le jour de l'inspection, aucun travaux en extérieur n'était réalisé, • la porte permettant de fermer la case n'est pas encore installée. L'exploitant indique que cette porte est nécessaire (au lieu d'un mur plein) car la vidange totale de la cellule ne peut se réaliser qu'avec l'intervention d'un chariot qui passe donc par cette porte. <p>L'exploitant indique qu'il reste la mise en place des témoins de remplissage (poire), des portes ainsi que le lissage des joints. Il confirme que la case en travaux est bloquée en remplissage dans l'automate de gestion. L'objectif de remplissage des cases est fixé à fin février. A terme chaque case permettra de stocker jusqu'à 10 000t de céréales.</p> <p>L'exploitant indique que dans ces cellules, le remplissage sera réalisé via des tubes qui déversent dans chaque case. Le système est différent dans les autres cellules. En effet, il y a une fin de course sur les tapis et les grains tombent au droit de cette fin de course.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Remarque : Lors d'une prochaine inspection, la classification ATEX du chariot sera observé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Visite des abords

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2020, article II.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie extérieur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est propre. L'inspection n'a pas observé de stockage en extérieur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

